

## **Le multipartisme, où en est-il trente ans après ?**

© D.  
R.



Par : **MYASSA MESSAOUDI**  
AUTEURE ET MILITANTE FÉMINISTE

En Algérie, le multipartisme est autorisé depuis la réforme constitutionnelle de 1989. Le cadre politique d'une pratique démocratique étant posé depuis une trentaine d'années, il reste à savoir si ledit "cadre" ceint une réalité effective de partage du pouvoir et son alternance, ou s'il épouse avec ironie la réalité du "cadre" de Bouteflika scandé lors de la campagne électorale du cinquième mandat. Un cadre qui, soit dit en passant, faisait office de candidat acclamé avec enthousiasme par une horde de zélés inconditionnels.

En quelque sorte, l'Algérie vivait sa période de régression païenne en politique. Le monolithisme gestionnaire des frères Bouteflika accoucha d'un fétichisme pour les accessoires du pouvoir. La scène politique algérienne, et le terme scène prend là sa pleine connotation théâtrale, ne pouvait vivre et s'animer d'action sans la présence d'acteurs professionnels.

Ces acteurs politiques, enfantés dans la douleur suite aux événements de 1988, répondent aux douces appellations de partis politiques. Ils étaient une soixantaine au commencement, mais n'en survécurent concrètement que moins d'une dizaine. Près de trente ans après, on est en droit de questionner l'évolution du multipartisme en Algérie.

L'armée, épine dorsale du pouvoir algérien, a-t-elle cédé du terrain aux autres acteurs politiques, ou garde-t-elle jalousement encore la mainmise sur le pouvoir réel ? Les partis jouissant d'une tangible assise populaire participent-ils à l'évolution démocratique du pays, ou servent-ils uniquement de faire-valoir à un système décrié avec vigueur publiquement, mais, ma foi, attractif sur certains points, dont les hautes responsabilités administratives qu'il peut offrir ?

Le Hirak a révélé une crise de confiance chronique entre le peuple et sa représentation politique. Les partis furent pratiquement tous éjectés des manifestations. Ainsi, les partis islamistes, même si leur mainmise sur les mentalités n'est plus à démontrer, continuent de provoquer la révolte quant à l'exercice du pouvoir.

Des efforts destinés à faire oublier la tragique décennie noire sont entrepris pour occulter une mémoire entachée de sang, mais ils n'aboutissent qu'à moitié. En effet, la dérive criminelle dont se sont rendus coupables leurs "frères" dans le reste des pays musulmans ont modéré l'enthousiasme à leur égard.

Les partis islamistes ont une propension néolibérale qui en fait les alliés objectifs de toutes les puissances dominatrices transnationales. En outre, la charia est au centre de leur programme politique. Elle offre une sorte de quitus divin qui les dispense de penser de manière rationnelle et fonctionnelle la vie citoyenne et politique. Les thèses complotistes et le recours à des interprétations religieuses aux sources bien vagues et invérifiables agissent en paravent à l'imposture politique.

Qu'ils soient d'obédience wahhabite, néo-ottomane ou frères musulmans, leur attachement à l'histoire et à la culture ancestrale du pays reste secondaire. Ils sont l'appendice d'un colonialisme culturel qui brouille l'Algérie avec son passé et empêche l'Algérien de recouvrer son indépendance identitaire.

Par ailleurs, les partis islamistes se refusent aux évolutions en matière de droits de l'Homme. Ils accusent de graves carences en matière d'égalité femmes-hommes et de libertés individuelles. La liberté de culte et de croyance est abordée sous le prisme confessionnel de l'apostasie et de la trahison. Il en découle un déni de droits qui cantonne à la violence et l'institutionnalise.

Les partis laïques, se réclamant dans leur globalité de la gauche, sont plus à situer dans le courant social-démocrate. Un socialisme adapté au néolibéralisme et donc aux lois du marché. Tout comme les partis islamistes, ils ne constituent pas un obstacle flagrant à la marche forcée du monde vers un mercantilisme orthodoxe. Néanmoins, ils défendent un modèle plus adapté à notre temps. Ils incluent les questions des libertés collectives, publiques et individuelles dans leur charte. Certains ont même acquis une nette légitimité d'opposition au pouvoir.

Ces partis progressistes dans leur ensemble accusent, toutefois, quelques carences. Ils sont effectivement appréhendés par l'opinion publique comme des partis régionaux. Ils n'ont pas réussi à faire de la question identitaire un enjeu national. Le statut de tamazight comme langue officielle et nationale n'a pas été accueilli par le reste du pays comme un acquis précieux et un pas vers plus d'indépendance culturo-linguistique, mais comme une concession magnanime envers une région frondeuse.

Paradoxalement, la crainte d'être justement assimilés à des partis ethniques a fait perdre à ces partis l'occasion de développer un socle pédagogique vulgarisé lié à la question de l'identité et des langues pratiquées en Algérie. Les élites de ces partis majoritairement francophones et bénéficiant de l'appui d'une diaspora fortement politisée à l'étranger font que la suspicion d'intelligence avec l'ancienne puissance coloniale n'est jamais loin.

Discréditer la diaspora ou toute personne porteuse d'une ouverture au monde extérieur autre qu'économique est l'exercice facile auquel se livrent aussi bien le pouvoir que les partis islamistes pour empêcher tout exercice effectif d'une authentique démocratie.

On veut bien du "cadre", mais sans la substance. L'extrême gauche incarnée par son porte-parole et figure de proue Louisa Hanoune défend les travailleurs et le secteur public. Le discours anti-libéral est sans nuance. Toutefois, le tropisme anti-mondialisation vire à la crispation idéologique surannée.

Par ailleurs, il introduit au mieux une forme de cécité volontaire, ou de relativisme envers les facteurs intérieurs de la débâcle économique et sociale du pays. L'incarcération de Louisa Hanoune pendant le Hirak, même si on ne dispose pas de tous les éléments, n'a pas contribué à relever l'image des hommes et femmes politiques. De plus, les communistes sont considérés comme des athées et des incroyants. Ce qui les marginalise grandement dans une société largement acquise au conservatisme religieux et au refus de l'altérité.

D'autres partis satellites ou appendice d'une importance mineure jouent les rôles de rabatteurs de voix. Ce sont des figurants qui s'activent lors des élections, puis disparaissent jusqu'aux prochaines. Les féministes algériennes, qui œuvrent en besogneuses infatigables, ne trouvent pas de porteurs politiques capables de soutenir leur projet d'émancipation. Diabolisées par les conservateurs, elles luttent en solitaires et en exclusion.

Aucune démocratie n'est atteignable sans l'égalité juridique et citoyenne, et on continue à leur prêter des intentions frivoles, voire immorales. De peur de fâcher leur base électorale, les partis préfèrent évoquer un nouveau statut personnel, mais n'inscrivent pas dans leur programme politique l'abrogation du code de la famille de manière explicite. Et même si la présence des femmes dans les partis a augmenté, leur nombre dans les instances dirigeantes est resté modeste.

Enfin, le peuple ne distingue que dans les grands traits les protagonistes politiques. Nourries de religiosité, de régionalisme ou de chauvinisme identitaire, les élections brouillent encore plus les cartes quant à la géographie politique du pays. On ne vote ni à droite, ni à gauche, ni au centre, ni aux extrêmes, mais seulement par dépit, pour Allah, contre l'autre, pour sa région, ou dans l'espoir de glaner quelques miettes de la richesse nationale.

Trente ans après l'autorisation des partis, le bilan est insatisfaisant. Le pouvoir administratif que les partis politiques ont accepté à la place du pouvoir réel a soufflé leur crédibilité, affaibli leurs prétentions nationales et fait le jeu du système. Ils en sortent engourdis et qu'ils l'aient voulu ou pas complices d'un simulacre démocratique.